

2ème Direction

Bureau de la Protection de la
Nature et de l'Environnement

N° 119/1972
2ème classe

Poste : 33-42

E
A

ARRONDI MINIEROLOGIQUE DE MARSEILLE
-4 JUIN 1974
REC. A-N° 4807
ARRETE

N° 119

r (1)
minis?

LE PREFET DELEGUE POUR LA POLICE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
MEDAILLE MILITAIRE

VU la loi du 19 Décembre 1917, modifiée et complétée, relative
aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes,

VU le décret n° 53-578 du 20 Mai 1953, modifié, portant
réglementation et nomenclature des établissements précités,

VU la demande présentée par la Société "HUILES, GOUDRONS et
DERIVES" (actuellement Société de Dérivés Hydrocarbures GEDIMER) en vue
d'être autorisée à établir une usine de distillation de goudron de
houille d'une capacité annuelle de 100.000 tonnes, en zone industrielle
de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE, parcelles n°s 7 et 28, berge Sud du Canal
Maritime,

VU les plans annexés à cette requête,

VU les résultats de l'enquête de commodo et incommodo à laquelle
il a été procédé dans la commune de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE,

VU l'avis du Commissaire Enquêteur en date du 4 Mai 1973,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement en date du
22 Janvier 1973,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et
Sociale en date du 28 Février 1973,

VU l'avis du Directeur Départemental du Travail et de la Main-
d'Oeuvre en date du 13 Mars 1973,

VU l'avis de l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie
et de Secours en date des 16 Janvier et 2 Avril 1973,

VU l'avis du Directeur Départemental de la Protection Civile en
date des 31 Janvier et 21 Avril 1973,

VU l'avis du Directeur du Port Autonome de Marseille en date des
15 Mars et 27 Avril 1973,

VU l'avis du Sous-Préfet d'ARLES en date du 7 Juin 1973,

VU l'avis du l'Ingénieur en Chef des Mines, en date des 5 Janvier
13 Février et 17 Octobre 1973,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du
21 Novembre 1973,

SUR la proposition du Secrétaire Général des BOUCHES-DU-RHONE,

ARTICLE 1er.

La Société GEDIMER, dont le siège social est situé Rue de la Justice, 62880 à VENDIN-LE-VIEIL, est autorisée à installer et à exploiter sur le territoire de la commune de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE, en zone industrielle, une unité de distillation de goudron de houille.

ARTICLE 2.

Cette installation rangée en première classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, comprendra essentiellement :

- des stockages d'huiles de goudron, de brai liquide ainsi qu'un réservoir de fuel lourd; la capacité globale stockée sera d'environ 12.000 m³;
- une unité de distillation de goudron de houille de 125.000 t/an avec ses fours de 5.600 th/h environ;
- une unité de fabrication de brai pour électrode de 45.000 t/an avec ses installations de granulation et de stockage;
- une chaufferie de 4.000 th/h environ et un incinérateur d'eaux résiduelles de 5.600 th/h;
- des installations annexes telles que bureaux laboratoire, atelier d'entretien, etc...

ARTICLE 3.

La présente autorisation est subordonnée aux prescriptions ci-après :

1°) Les installations seront situées et aménagées conformément aux plans joints à la demande d'autorisation,

2°) Aucune modification ou extension ne devra y être réalisée sans avoir été préalablement autorisée par le Préfet,

3°) Prévention des bruits : Toutes dispositions devront être prises pour que le fonctionnement des appareils, machines, moteurs, etc.. ne puisse compromettre la tranquillité du voisinage et ne puisse nuire à la santé et à la sécurité des travailleurs par les bruits et trépidations (capotage, silencieux, écrans, isolation, blocs élastiques etc...),

4°) Prévention de la pollution des eaux.

A) Les rejets d'eau industrielle seront aussi limités que possible et devront satisfaire aux prescriptions de l'instruction ministérielle en date du 10 Juin 1963 (D.O. du 20 Juin 1963).

En particulier :

- la teneur résiduelle en hydrocarbures ne dépassera pas 5 ppm décantable et 20 ppm par la méthode à infrarouge,
- la concentration en matières en suspension sera limitée à 30 mg/l,
- la teneur en azote total restera inférieure à 30 mg/l,
- la demande chimique en oxygène restera inférieure à 90 mg/l et la demande biochimique en oxygène ne dépassera pas 40 mg/l,
- la teneur en divers toxiques ne dépassera pas les normes élaborées par le Secrétariat Permanent pour les problèmes de Pollutions Industrielles.

Les eaux vannes seront épurées conformément à la réglementation en vigueur.

Le contrôle de la qualité des eaux rejetées sera assuré par du personnel qualifié de l'établissement. Des échantillons prélevés sur une période représentative seront analysés au moins mensuellement en marche normale et le débit des effluents sera mesuré. Toutes dispositions seront prises pour faciliter les prélèvements et les mesures de débits. Les résultats de ces mesures seront consignés sur un registre spécial.

L'Inspecteur des Etablissements Classés pourra se faire communiquer ce registre et faire procéder à tous les prélèvements qui lui paraîtront nécessaires, aux fins d'analyses par un laboratoire agréé. Les frais occasionnés par ces mesures, prélèvements et analyses seront à la charge de l'exploitant.

B) Les eaux de procédé ou de ruissellement souillées par des produits, qui ne pourront pas satisfaire aux dispositions précédentes, seront détruites par exemple par incinération.

Dans le cas de la mise en oeuvre d'une incinération, les conditions de fonctionnement feront l'objet de contrôles périodiques dont les résultats seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Etablissements classés.

En cas d'incident, les eaux dont la destruction ne pourrait momentanément être assurée seront stockées, par exemple dans une cuvette de rétention rendue étanche.

5°) Prévention de la pollution de l'air.

Les installations de combustion des unités (four, chaufferie incinérateur) devront être implantées conformément aux prescriptions ci-annexées de l'arrêté-type n° 153 bis, 3°) 13°.

Le débit des combustibles brûlés par chaque installation devra être mesuré et l'industriel établira la quantité théorique journalière de SO₂ émise dans l'atmosphère.

Les quantités de fuel livrées devront être également comptabilisées par pesée ou par jaugeage.

Les divers contrôles nécessaires à la détermination des émissions de polluants seront effectués aux frais de l'industriel par un organisme indépendant, à la demande de l'Inspecteur des Etablissements Classés.

Les résultats des contrôles, les mesures des débits de fuel et éventuellement de la teneur en soufre du combustible ainsi que les compte-rendus d'entretien seront portés au livret de chaufferie.

6°) Prévention des odeurs.

Toutes dispositions seront prises pour éviter l'émission d'odeur.

En particulier :

- les appareils de fabrication seront étanches et toute fuite sera soigneusement évitée;
- les gaz de cracking du brai qui recirculeront par la tour colonne de distillation seront captés et brûlés;
- les mises à l'air des aérocondenseurs de ce gaz et les émissions au niveau des pots de coulage des huiles et brai seront traitées de la même manière;

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de deux ans à dater de la notification du présent arrêté, ou s'il n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 7.

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de l'obligation de demander le permis de construire ou toutes autorisations administratives prévues par des textes autres que la loi du 19 Décembre 1917.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

ARTICLE 8.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9.

Le Secrétaire Général des BOUCHES-DU-RHONE, le Sous-Préfet d'ARLES, le Sous-Préfet Directeur Départemental de la Protection Civile, le Maire de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE, l'Ingénieur en Chef des Mines, le Directeur Départemental du Travail et de la Main d'Oeuvre, l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, et toutes autorités de Police et de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article 16 du décret n° 64-303 du 1er Avril 1964.

MAIRIE, le 16 Mai 1974

POUR LE PREFET DELEGUE POUR LA
POLICE

Le Secrétaire Général

Paul MAILLARD

Copie conforme transmise à :

- M. le Maire de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
"Aux fins utiles"
- M. le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence
- M. le Sous-préfet, Directeur Départemental de la Protection Civile
- M. l'Ingénieur en Chef des Mines
- M. le Directeur Départemental du Travail
- M. l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie

"Four information"

